

La Nation Française

Hebdomadaire d'information politique - Directeur : Frédéric Aimard 1^{er} décembre 2025 - 1,50 €

N° 164

Une armée, pour quoi faire ?

Le président de la République, entre une volonté affirmée de contrôler les médias parce qu'il trouve l'Arcom trop timorée et l'annonce de l'interdiction des téléphones portables dans les lycées, vient de décider le rétablissement du service militaire. On peut se demander, au passage, à quoi sert le gouvernement dans cette extension sans cesse croissante du domaine réservé au chef de l'État, d'ailleurs aucunement prévu dans la Constitution. On comprend en tout cas qu'il a besoin d'exister et que ses multiples entretiens avec Volodymyr Zelensky et ses incessantes discussions européennes ne suffisent pas à étancher sa soif de communication – alors que les sondages lui donnent entre 12 % et 22 % d'opinions favorables.

Le nouveau service national devrait s'organiser « progressivement, dès l'été prochain ». Avec 800 euros mensuels, il « concernera seulement des volontaires et le cœur sera constitué par des jeunes âgés de 18 à 19 ans », durera dix mois et s'effectuera en France. Toutefois, en cas de crise majeure, le Parlement pourra faire appel à des non-volontaires. Reprenant des termes qu'on n'avait pas entendus depuis longtemps, Emmanuel Macron a affirmé que, ainsi, ils « acquerront l'esprit de discipline, se formeront au

maniement des armes, à la marche, au pas, aux chants, à l'ensemble des rituels qui nourrissent la fraternité de nos armées et concourent à la grandeur de la nation ».

Tout cela apparaît comme très martial et s'inscrit dans le nouveau contexte international caractérisé par la menace russe. Il s'agit d'une suite logique aux propos récents du chef d'état-major des armées, le général Fabien Mandon, qui n'avait pas hésité à stigmatiser le manque de « force d'âme

pour accepter de nous faire mal pour protéger ce que l'on est » et donc à avertir des dangers courus « si notre pays flanche parce qu'il n'est pas prêt à accepter de perdre ses enfants ».

Par ces temps de disette budgétaire – qu'on aggrave en continuant à recruter des dizaines de milliers de fonctionnaires –, on peut évidemment se demander où sera trouvé l'argent nécessaire. Non seulement pour payer les soldes, mais aussi pour fournir le matériel et



SOMMAIRE

P. 1 : Une armée pour quoi faire ? P. 2 : Shein : les moralisateurs. P. 3 : Lectures. Sélection de Noël. P. 4 : La fin du commerce physique. – Drogue : deux batailles perdues. P. 5 : Et si on pensait à Noël. – Arrachage des vignes. P. 6 : La marche turque de Léon XIV. – Liban : trêve papale. P. 7 : Don Edgar est désormais Monsignore !

■ **Justice** : La Cour de cassation a rejeté, le 26 novembre, le recours de Nicolas Sarkozy et de trois autres co-condamnés dans l'affaire Bygmalion. L'ancien président envisage de porter cette affaire, ainsi que « l'affaire Bismuth » où il a également été condamné définitivement, devant la Cour européenne des droits de l'homme.

■ **Musées** : Dans un rapport au vitriol, la Cour des comptes avait préconisé, le 19 novembre, la suppression du Centre national des arts plastiques (Cnap), établissement public administratif qui gère, sous la tutelle du ministère de la Culture, plus de 108 000 œuvres d'art dont 90 000 sont accessibles sur Internet. Le Cnap avait son siège à la Défense et est provisoirement porté d'Aubervilliers en attendant la livraison de nouveaux locaux de 25 000 m² à Pantin dont le budget ne cesse d'augmenter. La ministre de la Culture Rachida Dati conteste les conclusions de ce rapport.

■ **Électroménager** : Aucune offre de reprise du groupe Brandt (marques Sauter, De Dietrich, Vedette...), propriété du groupe algérien Cevital (après avoir été possédé par le conglomérat israélien Elco, l'Italien El.Fi, puis l'Espagnol Fagor...) qui emploie encore 750 personnes en France, n'a été pour l'instant retenue par le tribunal des activités économiques de Nanterre qui doit se prononcer le 3 décembre sur l'avenir de la société. Celle-ci possède une usine à Saint-Jean-de-la-Ruelle près d'Orléans, une autre à Vendôme (Centre-Val de Loire), une troisième à Sétif (Algérie), et est également implantée à Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise) et Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine).

■ **Commerce** : Environ 300 supermarchés du groupe Auchan (11 000 salariés) devraient passer sous l'enseigne Netto en 2026 dans le cadre d'un contrat de franchise conclu

les bâtiments, alors que, depuis trente ans, on n'a pas arrêté de vendre les casernes. Sans oublier le temps donné à l'encadrement, alors que se multiplient les missions à l'extérieur, et pas seulement en Ukraine, et que demeure le terrorisme islamiste, redevenu absent des discours comme on l'a constaté lors des commémorations des massacres du Bataclan.

Enfin, se pose le problème du type d'équipement. La France, autrefois, se reposait sur son artillerie. Puis ce furent, à l'issue de la Première Guerre mondiale, l'aviation et les chars, ces derniers particulièrement chers au général de Gaulle et de nos jours très performants. On parle maintenant de plus en plus des drones et la Russie ne se prive pas de les utiliser. Mais il y a aussi les cyberattaques, particulièrement dangereuses pour la force nucléaire. Alors, quelle armée ?

Jean Étèveaux

Shein : les moralisateurs

C'est un signe parmi d'autres de l'américanisation des mœurs françaises : la multiplication des commissions d'enquête parlementaires télévisées. On convoque un responsable médiatique ou économique que l'on va faire jurer – sur aucun livre sacré cependant – de dire la vérité, toute la vérité... On lui annonce que le parjure pourrait lui coûter cher. Puritanisme à la mode anglo-saxonne ! Et puis on le presse, à quarante contre un, de donner des réponses censées éclairer le législateur. Les parlementaires prennent soin de convoquer quelques

personnages médiatiques qui vont attirer, par ricochet, sur les plus inconnus de nos représentants, les projecteurs. Pendant que sénateurs ou députés ferraillent en commission télévisée avec le bouc émissaire du scandale du jour, le budget de la France n'est toujours pas adopté.

Le 26 novembre, c'était au tour du président de la Société des Grands Magasins (SGM), Frédéric Merlin, 34 ans, d'être jeté dans ce qu'il a appelé la « fosse aux ours ». On reproche au propriétaire des BHV d'accueillir l'enseigne Shein, un des leaders mondiaux de la *fast fashion*, qui détruit le commerce européen de proximité par ses arrivées massives de colis dont – on ne sait pourquoi – l'Union européenne a décidé de ne pas les taxer en dessous d'une valeur de 150 euros. Shein, c'est la Chine, donc un modèle social inférieur au nôtre, dont le travail forcé des Ouïgours est le symbole. Et puis l'affaire de la poupée sexuelle pour pédophiles vendue sur la plateforme Shein, mais également sur les autres plateformes chinoises, est venue corser l'histoire pour faire de M. Merlin un véritable *punching-ball*...

Il est vrai que les commerces de centre-ville ferment les uns après les autres, à Paris et dans les grandes villes de province. Nos rues sont sillonnées jusqu'à tard le soir par des camionnettes de livraison, voire par des vélos-cargos, pour porter sur votre palier vos dernières commandes expédiées directement depuis la Chine. En quoi cela concerne-t-il M. Merlin dont la foncière familiale a investi audacieusement dans les grands magasins de villes de plus de 100 000 habitants disposant d'une gare TGV ?

On l'accuse de donner aux affreux Chinois la respectabilité d'une enseigne vieille de 170 ans ! Certes. Mais lui a-t-on laissé le choix ? Il veut ramener un flux de visiteurs dans ses magasins désertés et en déficit chronique. Ce n'est pas pour rien que les propriétaires des Galeries Lafayette, tenants d'un modèle très haut de gamme, lui ont vendu ces surfaces commerciales non rentables. 25 millions de Français sont clients de Shein qui est leur cinquième marque préférée. Le calcul stratégique de M. Merlin est d'attirer un certain nombre d'entre eux vers ses magasins physiques, là où on peut contrôler la qualité des produits, les essayer et donc ne pas le jeter immédiatement si la commande ne convient pas. Il argue que ceux qui monteront jusqu'au dernier étage du BHV risquent d'acheter autre chose, parlant avec éloquence de la jeune fille qui veut un jean à 15 euros mais est également prête à mettre 400 euros dans un sac à main de marque. Mesdames et Messieurs les parlementaires connaissent-ils cette clientèle-là ? M. Merlin sourit de leur déconnexion des envies des Français « normaux ». Les parlementaires se cabrent, pensent que M. Merlin mépriserait la représentation nationale. Gare ! Mais eux-mêmes, par leurs questions répétées dix fois à l'identique, par leurs leçons de morale bien tard venues, de qui se moquent-ils ?

Reste la question lancinante des fournisseurs français des BHV qui attendent d'être réglés. M. Merlin a promis un nouveau système de comptabilité informatique en temps réel où les fournisseurs seront payés le lendemain de la vente. Est-ce possible ? Y croit-il ?

Sélection « cadeaux de fin d'année »

par Catherine PAUCHET

Il a tout de même reconnu que ses retards de paiement étaient « ignobles ». Il ne pouvait pas s'humilier beaucoup plus.

Encore une fois, ce n'est pas lui qui a décidé que tout ce qui est vendu – hors alimentaire pour l'instant – dans les supermarchés Auchan, Carrefour, Leroy-Merlin, etc. est fabriqué en Chine exactement dans les mêmes usines. Ce n'est pas lui non plus qui a imposé le modèle des centres commerciaux aux périphéries de villes, avec parking gratuit, animations, restauration... Et ce n'est pas lui enfin qui a décidé d'exclure les voitures et les classes moyennes des villes au nom de l'écologie. Mais c'est tout un establishment économique qui a mis dans sa poche toute une classe politique. M. Merlin, qui peut se targuer d'être issu d'une famille modeste de Vénissieux dans la banlieue lyonnaise, ne s'est pas privé de dire leur fait aux puissants d'hier et d'aujourd'hui. Mais, quand il a suggéré que si une filiale de la Caisse des dépôts et consignations s'est retirée d'un partenariat qui devait lui permettre d'acheter les murs des bâtiments de la rue de Rivoli, c'était après des pressions politiques intenses, le président de la Commission parlementaire l'a explicitement menacé de le faire poursuivre en diffamation. Comme si ce n'était pas évident au vu de la politisation de ce genre d'instances étatiques, conséquence de la politisation de Science Po et de l'ex-Ena... Quant à l'urbanisme commercial, M. Merlin s'est gardé de parler de corruption généralisée. Mais si le monde politique veut faire la morale à un jeune entrepreneur qui a peut-être réussi trop vite et en ne restant



ROMAN

Autour d'une tasse de café

Poussez la porte du Funiculi Funicula et installez-vous dans un coin pour déguster un bon café bien chaud. Ici chacun vient pour renouer avec ses chers disparus ou trouver la sérénité intérieure. C'est le cas de Yûki, sept ans. Ses parents divorcent et cette séparation le rend malheureux. Ou encore celui de Megumi, mère célibataire, qui veut entrer en contact avec son conjoint défunt pour lui demander de donner un prénom à leur fille. Toshikazu Kawaguchi nous entraîne dans un monde parallèle où la douleur fait place à la tendresse et au pardon.

« La douceur du café », Toshikazu Kawaguchi, Albin Michel, 240 p., 19,90 €.

COSY CRIME

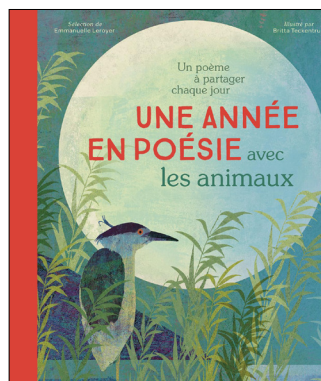
Poison

À Valéjuols, joli village du Cantal, les pensionnaires de la maison de retraite Les Mimosas sont dans la joie. Noël approche, les festivités s'organisent, la visite d'une actrice renommée est annoncée. Que du bonheur en perspective ! Mais l'enthousiasme retombe quand l'une des pensionnaires décède victime d'un empoisonne-



ment. Et ce n'est que le début des ennuis pour les seniors ! Les détectives amateurs du Tricot-Club mènent l'enquête avec sérieux. Fous rires garantis grâce à Sylvie Baron.

« Un Noël aux mimosas », Sylvie Baron, Calmann-Lévy, 250 p., 14,90 €.



BEAU LIVRE

Poésie

À chaque jour, sa poésie. Dans ce grand livre magnifiquement illustré, Emmanuelle Leroy nous convie à un moment de lecture et de partage quotidien entre enfants et adultes. On y croise Ésope et La Fontaine bien sûr mais d'autres auteurs (Hugo, Éluard, Michaux...) ont aussi mis en scène des animaux voire ont parlé en leur nom.

« Une année en poésie avec les animaux », Emmanuelle Leroy (texte) & Britta Tenckentrop (illustrations), Gallimard jeunesse, 320 p., 29,90 €.

REVUE

Grandir

Chaque année, l'éditeur jeunesse L'École des loisirs publie sa revue pour donner envie de lire aux enfants et aux ados. Au sommaire : les trente ans de Loulou & Cie, l'univers de Ramadier et Bourgeau, l'atelier d'Emily Gravett, la naissance de la collection « Le renard doré », un cahier d'activités...

« Grand », L'École des loisirs, 2025. Gratuit. En librairie.



QUÉBEC

**Samuel de Champlain
et l'arrivée
des premiers Récollets en
Nouvelle-France**

**Conférence donnée
par Éric Thierry,
historien de la
Nouvelle-France,
auteur d'une biographie
de Champlain,**

**le 6 décembre 2025
à 14 h 30
à la Maison
des associations des V^e
et VI^e arrondissements
4 rue des Arènes
75005 Paris**

**Réservez auprès de
Bernard Emont
bernard.emont@sfr.fr
06 29 12 13 52**

avec son concurrent le groupe Intermarché.

■ **Commerce :** Le tribunal judiciaire de Paris a reporté au 6 décembre l'audience consacrée au cas de Shein dont l'État français a demandé l'interdiction pour trois mois de la plateforme de commerce par Internet. Une procédure a par ailleurs été engagée pour mise à disposition du public de produits non conformes à la législation française. Du coup Shein, qui a fermé sa plateforme à tous les commerçants qu'elle accueillait, a refusé de comparaître devant la Commission parlementaire qui avait convoqué ses responsables français pour le 2 décembre, car ce genre de commissions interfère avec le fonctionnement de la justice. Une pétition de 80 députés réclame l'interdiction pure et simple de Shein en France, au risque de graves mesures de rétorsion chinoises, a fait remarquer Michel-Édouard Leclerc.

■ **Téléphonie :** La filiale française du géant suédois Ericsson a annoncé, le 27 novembre, la suppression en 2026 de 130 emplois sur 1 000 dans notre pays. Nokia, son homologue finlandais, avait annoncé, le 20 novembre, la suppression de 427 emplois, soit presque 20 % de ses effectifs français.

■ **Démographie :** Selon l'Insee, le nombre des naissances en France a baissé de 3,6 % par rapport à octobre 2024.

■ **Ferroviaire :** Ouigo, filiale « petits prix » (et confort minimum) de la SNCF, qui transporte 25 millions de passagers par an avec 38 rames, met en place de nouvelles lignes Paris-Nice, Paris-Lille ou Lyon-Bordeaux. Elle disposera de 50 rames avant 2030.

■ **Budget :** La commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale a rejeté samedi 29 novembre au soir le projet de budget de la Sécurité sociale en nouvelle lecture.

pas toujours dans les clous, il serait bon qu'il se regarde lui-même dans la glace, avec ses incapacités à légiférer en temps et en heure, à mesurer l'impact de ses décisions et surtout des conséquences de ses faiblesses ou ses bassesses propres.

Frédéric Aimard

La fin du commerce physique

Un changement des habitudes de consommation, dont les Français qui ne vivent pas en villes n'ont peut-être pas encore pris toute la mesure, est la livraison à domicile... Depuis l'épisode du confinement, un certain nombre de nos concitoyens ont gardé l'habitude de ne plus faire leurs achats en boutiques, d'éviter les queues au supermarché. Tout, absolument tout, arrive par coursier, dans leur boîte à lettres, sur leur paillason ou directement en leurs mains quand il s'agit de produits plus périssables ou urgents.

Cela a commencé par les grands quotidiens qui, pour survivre à l'incapacité de la Poste à rendre ce service en temps utile, ont organisé des réseaux de personnes plutôt âgées, prenant leur voiture très tôt le matin pour aller glisser Le Monde, Le Figaro, voire La Croix ou Libération dans la boîte à lettre de leurs voisins parfois assez lointains.

Puis il y a eu les livreurs de pizzas « hut » ou Domino's, sur leurs scooters, puis des plats concoctés dans des restaurants traditionnels, ou bien en « dark kitchen » (dite aussi « cuisine fantôme ») livrés par

« Deliveroo », à vélo souvent de location plus ou moins régulière, au service de jeunes gens ayant la flemme de faire la moindre cuisine, avant que l'usage ne s'étende.

Votre Monoprix, et toutes les moindres supérettes, offrent désormais à leur clientèle non motorisée ou âgée un service de livraison à domicile en général gratuit à partir de 50 euros d'achat. Avec quelques réserves parfois pour les packs d'eau minérale à monter au cinquième sans ascenseur !

Et désormais, si vous avez l'occasion de circuler dans des grandes villes entre 20 heures et 23 heures, vous pouvez constater qu'alors que ce créneau horaire permet en principe une circulation plus fluide, de nombreuses camionnettes, ou des « Rickshaws » électriques ou à pédales, sont rangés en double file ou garés sur le trottoir – au risque de PV salés – pour essayer de ne pas encombrer la seule voie laissée aux autos par les nouveaux plans de circulation. En espérant ne pas se faire voler car les portières de ces utilitaires de livraison sont mal sécurisées et que la batterie électrique est un objet précieux et facile à démonter !

Une caractéristique de ce prolétariat de la livraison est d'être exclusivement masculin. Est-ce être sexiste que de penser que les femmes ont autre chose à faire à ces heures indues dans les rues mal éclairées sous prétexte écologique ? Est-ce être raciste que de constater, de visu, ou à l'oreille, que ces livreurs sont d'origines étrangères ? Et encore, on n'a pas demandé leurs papiers à ces personnes courageuses dont beaucoup n'ont pas de titre de travail... Cela favorise donc le travail au noir et la

prise en main par des mafias ethniques.

Le personnel aux caisses des supermarchés et des commerces de centre-ville était quasi exclusivement féminin et ultra-contrôlé par les administrations (inspection du travail, contrôles sanitaires, fisc., etc.) C'est donc un renversement sociologique majeur. Les livres de Jérôme Fouquet détaillent et détailleront tous ces points que chacun peut constater s'il a des yeux pour voir. Les policiers nous indiquent même que les points de deal de drogue sont en train de disparaître, remplacés par des livreurs à domicile que l'on convoque avec un simple SMS. Observez ce livreur de pizza qui entre dans votre immeuble, et en ressort avec le même carton à pizza à la main !

Autant dire que les députés qui accusent actuellement Frédéric Merlin, le directeur du BHV, de tuer le commerce physique parce qu'il a ouvert un rayon Shein au dernier étage de son magasin bunkerisé de la rue de Rivoli réservée aux vélos, se fourrent le doigt dans l'œil et sont de sacrés hypocrites.

F. A.

Droge : deux batailles perdues

Les autorités n'arrêtent pas de déclarer la guerre à la drogue mais deux lourdes défaites viennent d'être enregistrées dans ce combat.

Première défaite au Nord de Paris. La BNP Paribas a annoncé fin novembre qu'elle allait fermer ses bureaux installés dans le quartier Rosa-Parks et déplacer vers un nouveau site des Hauts-de-Seine les 2 000

employés qui y travaillaient. Motif inavoué par la direction de la banque: l'insécurité que font régner les consommateurs de drogues dures. Malgré les rondes de police et les dix-huit agents de sécurité privée qui protégeaient le personnel jusqu'au métro, la situation était devenue intenable. Dans le même quartier, inauguré en 2015, les magasins Leroy-Merlin ont également annoncé qu'ils allaient partir ailleurs. Le maire du XIX^e arrondissement a reconnu la « *lente dégringolade du quartier* », demandé la création d'une unité de police spécialisée et « le déploiement d'une stratégie de santé publique qui n'existe aujourd'hui que de façon embryonnaire et partielle ». Ce qui signifie que rien n'a été sérieusement entrepris par les autorités, qui acceptent aujourd'hui sans mot dire la capitulation.

Deuxième défaite à Marseille. Installé depuis dix ans dans le quartier de Saint-Mauront, le site d'Orange a fermé ses portes fin novembre en raison de l'insécurité provoquée par le trafic de drogue. Agressions, bagarres entre bandes, coups de feu: les salariés d'Orange n'en pouvaient plus malgré les agents de sécurité qui les accompagnaient à la sortie des bureaux. Même scénario qu'à Paris, même impuissance des autorités qui promettent de réagir comme elles le font chaque fois qu'un jeune homme est tué dans un épisode de la guerre des gangs.

Il serait vain de se rassurer en pensant que ces tristes événements n'affectent que de très grandes villes connues pour leur taux élevé de délinquance. On a déjà vu le narcotrafic gagner les villes moyennes, puis les petites et les villages. On verra

de plus en plus des quartiers entiers tomber sous le contrôle des trafiquants et se vider de leurs commerces et de leurs bureaux, avec des habitants qui vivront une nouvelle forme de confinement.

L'impuissance publique engendre une angoisse collective qui aura des conséquences politiques explosives.

Claudine Uzerche

Et si on pensait à Noël ?

On peut toujours rêver. On peut ainsi se référer au sens de Noël, porté par les anges au-dessus du nouveau-né: « *Paix aux hommes de bonne volonté!* ». Rapportée par l'évangéliste Luc, cette proclamation est bien sûr susceptible de plusieurs interprétations selon qu'on y ajoute ou non la gloire de Dieu et sa grâce. Il n'empêche: le message est clair et il a toujours été perçu comme un appel à la paix, d'où les trêves que l'Église médiévale cherchait à imposer à Noël, ainsi qu'à l'Avent et en d'autres moments. Dans l'Histoire contemporaine, la trêve de Noël se rapporte aux mouvements de fraternisation qui se produisirent sur le front en 1914 et 1915 entre Britanniques, Français et Allemands; le pape Benoît XV avait d'ailleurs demandé une trêve dès le 7 décembre 1914.

Il apparaît donc difficile de ne pas lier Noël et la paix. En outre, l'imagerie populaire, avec le Père Noël, doublée de la dénomination toujours en vigueur de « *vacances de Noël* » pour les scolaires, maintient le mot, même si beaucoup de col-

lectivités se sont repliées, à l'intention de leurs habitants, sur un anonyme et insipide « *Joyeuses Fêtes* ». Il y a même des maires pour oser encore écrire dans leur bulletin municipal que, « *avant tout, Noël est une fête qui vient célébrer la naissance de Jésus-Christ* ». Celui d'Asnières s'en est vu récemment reconnaître le droit par la cour d'appel administrative de Versailles suite aux protestations d'un élu communiste et d'un autre LFI.

Au-delà du déferlement commercial, déjà entamé avec un *Black Friday* venu, comme *Halloween*, de l'autre côté de l'Atlantique, Noël devrait pourtant demeurer un moment de fraternité. Derrière le côté festif, qui doit rester en étant partagé, se maintient en effet le message apporté par le petit enfant de la crèche et qui s'adresse à tous les hommes. Il leur semble indistinctement destiné sans aucune domination religieuse. Au-delà du rêve, il peut donc concrètement pousser à cette paix que tous sont censés rechercher.

Précy

lier, du moins si l'on en croit les promesses gouvernementales.

Annie Genevard a en effet annoncé vouloir débloquent 130 millions d'euros, sur les 200 réclamés par les viticulteurs, afin de financer de nouveaux arrachages définitifs de vignes et de répondre ainsi au trop faible prix des productions viticoles du sud de la France.

Sécheresses à répétition, baisse de la consommation du vin en France et concurrence internationale accrue ont mis les producteurs au pied du mur ces derniers mois, faute de trésorerie suffisante pour traverser la tempête actuelle. Reste bien évidemment pour le gouvernement à convaincre Bruxelles de valider ce nouveau plan d'arrachage. La Commission européenne va être par ailleurs sollicitée afin de financer la distillation des surstocks des caves coopératives. Enfin, des allègements de charges et la prorogation des prêts garantis par Bpifrance sont également envisagés.

Jérôme Besnard

Arrachage des vignes

La réunion héraultaise du lundi 24 novembre au soir autour de la ministre de l'Agriculture, Annie Genevard était attendue de pied ferme par les syndicats viticoles. Ces derniers, forts du succès de leur récente manifestation à Béziers, qui a réuni le 15 novembre dernier plus de 5 000 personnes, attendaient des annonces significatives pour répondre à la crise de leur secteur professionnel. C'est chose faite à la veille du salon professionnel SITEVI de Montpel-

La Nation Française

directeur de la publication :

Frédéric Aimard

Édité par Spfc-Acip

60, rue de Fontenay

92350 Le Plessis-Robinson

Siret 418 382 149 00015 Nanterre

N° TVA intracommunautaire
FR21418382149

ISSN 2967-2988

Imprimé par nos soins.

■ **Guinée-Bissau :** Le président sortant Umaro Sissoco Embalo a été renversé par un coup d'État militaire le 26 novembre. Il s'est réfugié le lendemain au Sénégal grâce à un avion envoyé par le gouvernement sénégalais. L'opposition guinéenne dénonce une manœuvre pour priver son candidat Fernando Dias d'une victoire supposée à l'élection présidentielle du 23 novembre qui aurait connu un taux de participation de 65 %. Le principal leader de l'opposition, Domingos Simões Pereira, ainsi que le candidat Fernando Dias, sont détenus par les militaires.

■ **Chine :** Un incendie géant, dans un complexe de huit gratte-ciels couverts d'échafaudages pour rénovation, aurait fait une centaine de morts le 27 avril à Hong Kong.

■ **États-Unis :** Une militaire de la Garde nationale, âgée de 20 ans, a été tuée et un autre garde, âgé de 24 ans, a été blessé par un tireur isolé d'origine afghane âgé de 29 ans, qui a été maîtrisé et arrêté par la police, le 26 novembre à Washington près de la Maison Blanche. Le tueur avait travaillé pour la CIA en Afghanistan.

■ **Afghanistan :** L'Afghanistan a accusé le Pakistan d'avoir mené une attaque aérienne tuant 10 personnes (une femme et 9 enfants) dans la région de Khost le 25 novembre, en réplique à un attentat mené par des talibans contre un QG de l'armée pakistanaise.

■ **Espagne :** Le député socialiste et ancien ministre des Transports José Luis Abalos, a été mis en détention le 27 novembre dans le cadre d'une vaste enquête (« affaire Koldo ») sur un marché truqué de masques médicaux lors de l'épidémie de covid.

■ **Grande-Bretagne :** La chancelière de l'Échiquier du gouvernement travailliste a annoncé, le 26 novembre, de nouvelles hausses d'impôt

La marche turque de Léon XIV

Le pape Léon XIV effectue son premier voyage apostolique hors d'Italie au Proche-Orient, avec une première étape en Turquie du 27 au 30 novembre, suivie d'une seconde étape au Liban du 30 novembre au 2 décembre. Il s'agit d'un voyage placé sous le signe de l'œcuménisme, avec, en particulier, la célébration du 1 700^e anniversaire du concile de Nicée, mais aussi du dialogue interreligieux avec l'islam.

Pour la première partie du déplacement, le pape Léon XIV s'est placé dans les pas de ses deux prédécesseurs Benoît XVI et François qui s'étaient rendus eux aussi en Turquie, respectivement en 2006 et en 2014. Bien que la Turquie ne comprenne plus que moins de 1 % de chrétiens, elle reste une terre profondément imprégnée par le christianisme. Le patriarche de l'Église byzantine de Constantinople dispose d'ailleurs de la primauté d'honneur sur tous les patriarches orthodoxes.

Pour le pape, qui est aussi chef d'État, cette visite revêt également une dimension politique dans un pays devenu une puissance régionale incontournable. C'est la raison pour laquelle il a atterri le jeudi 27 novembre à Ankara, capitale de la Turquie, où il a été reçu par le président Recep Tayyip Erdoğan. Dès son arrivée, le Souverain Pontife a clairement expliqué le sens de sa venue en affirmant qu'« il est fondamental d'honorer la dignité et la liberté des enfants de Dieu », prenant ainsi la défense des chrétiens tou-

jours mal acceptés dans le pays en dépit de leur nombre réduit.

Mais c'est le lendemain vendredi 28 novembre qu'a eu lieu le moment le plus fort de ce début de tournée avec la rencontre œcuménique de prière à Iznik, l'antique Nicée où s'est tenu, en 325, le concile qui a fixé le texte du Credo, l'acte de foi de tous les chrétiens. Toutefois, le pape s'est abstenu de prononcer le « filioque » affirmant que l'Esprit-Saint procède du Père et du Fils, cette formule étant justement la principale cause doctrinale du schisme de 1054.

Le samedi 29 novembre, à Istanbul, le pape a commencé la journée en se rendant à la Mosquée bleue, chef-d'œuvre de l'architecture ottomane du XVII^e siècle, où il « a vécu sa visite en silence, dans un esprit de recueillement et d'écoute, avec un profond respect pour le lieu et la foi de ceux qui s'y rassemblent pour prier » a commenté, à l'issue, la salle de presse du Saint-Siège. Plus tard, il a rencontré, comme ses prédécesseurs, le patriarche orthodoxe de Constantinople, Bartholomée I^{er}, avec lequel il a signé une déclaration commune visant, notamment, à poursuivre les efforts afin d'arrêter une date commune pour la fête de Pâques, avant de célébrer la messe anticipée du premier dimanche de l'Avent à la Volkswagen Arena qui a réuni 4 000 fidèles. Dans son homélie, le Saint-Père a invité l'assemblée à prendre, pour l'Avent, des résolutions en faveur de l'unité « afin que nos pas se déplacent comme sur un pont qui unit la terre au Ciel et que le Seigneur a jeté pour nous ».

La dernière journée du dimanche 30 novembre a été

consacrée à la prière. Tout d'abord à la cathédrale apostolique arménienne d'Istanbul où les mots du pape étaient très attendus dans cette communauté profondément marquée par le génocide de 1915. Léon XIV s'est néanmoins gardé d'utiliser ce terme très fortement contesté par le gouvernement turc, préférant utiliser ceux de « circonstances tragiques ». Puis le Souverain Pontife a participé à la divine liturgie en l'église patriarcale d'Istanbul avant de s'envoler vers le Liban où il est arrivé en début d'après-midi.

De cette première étape, forcément discrète dans un pays majoritairement musulman, on retiendra surtout la volonté du pape Léon XIV de continuer à œuvrer en faveur de l'unité des chrétiens de toutes confessions.

Au Liban, dont les chrétiens, toutes Églises confondues, ne représentent plus qu'un tiers de la population, la visite du pape Léon XIV est beaucoup plus attendue. En cette fin d'année du Jubilé de l'Espérance, elle apparaît comme une consolation pour ce pays meurtri par de multiples crises depuis de nombreuses années. Placée sous la devise « Heureux les artisans de paix », cette deuxième étape du voyage apostolique a été dominée par un appel à la fin des hostilités dans une région toujours rongée par la guerre et les divisions

Fabrice de Chanceuil

Liban : Trêve papale

« L'on suppose que du dimanche 30 novembre 15 h 45 au mardi 2 décembre 13 h 15, Israël s'abs-

tiendra de larguer missiles GBU et autres bombes sur nos têtes. »

Dans une lettre aux abonnés, la directrice du développement numérique du grand quotidien libanais L'Orient-Le Jour se fait l'écho des vœux (pieux) de ses compatriotes par rapport à la visite du Pape Léon XIV. Quelle influence peut avoir celle-ci sur le cours des événements ? « *Rêvons, écrivait-elle. Et si Léon XIV restait plus longtemps, restait tout court... Aurions-nous de l'électricité 24 heures/24, verrions-nous les poubelles ramassées, les armes remises à l'État, l'argent des déposants rendu, l'environnement protégé, l'émigration des jeunes endiguée ?* »

Si c'est trop demander, l'opinion attend de lui qu'il agisse au moins auprès de ses « ouailles » qui n'en finissent pas de se diviser, d'intriguer, parfois de s'entretuer, au prix d'une fuite accélérée des jeunes chrétiens à l'étranger, réduisant d'autant leur poids dans la société du Grand Liban. La liberté de culte n'est pas menacée. Chacun prie de son côté sans que cela gêne quiconque, y compris en interreligieux. Les divisions dont s'agit ne sont pas entre maronites et grecs orthodoxes ou arméniens, en tant que fois respectives, mais entre formations politiques. On peut ainsi rencontrer des Maronites ou des Orthodoxes dans plusieurs camps partisans opposés, et plus exactement dans différents clans : les Gemayel, les Geagea, les Franjié, les Michel Aoun (et son gendre Bassil Gebran). Est-ce que Léon XIV peut les mettre tous autour de la table ou de l'autel ? Ses prédécesseurs, dont saint Jean-Paul II qui en avait fait sa priorité, y ont échoué.

Or Léon XIV est aussi attendu à Beyrouth en tant que premier pape américain de l'Histoire, capable, croit-on, de « *raisonner une Amérique qui pousse au désarmement forcé* », où beaucoup de Libanais de toutes tendances voient un risque de guerre civile, et qui seule peut retenir le bras armé d'Israël. N'est-ce pas le dimanche 23 novembre qu'une frappe israélienne dans un quartier sud de Beyrouth a tué le nouveau chef d'état-major des forces du Hezbollah, Haytham Tabatabaï ? Dans un discours sur la chaîne Al Manar, le vendredi 28 novembre, le successeur de Hassan Nasrallah, Naïm Kassem, a promis des représailles mais il s'est aussi adressé au Saint-Père : « Nous prions, a-t-il dit, pour que le Saint-Père contribue à propager la paix au Liban, à libérer le pays et à mettre un terme à l'agression. » Note : l'agression israélienne, cela va sans dire.

Dominique Decherf

Don Edgar est désormais Monsignore !

Les gens attentifs aux détails auront remarqué que, pour le voyage pontifical en Turquie et Liban, le fidèle « 1er secrétaire particulier » de Léon XIV, le Péruvien et Chiclayen Don Edgar Ivan Rimaycuna Inga, 36 ans, étrenne une soutane *porporata* filettée et nouée de la ceinture mauve des prélats (pas seulement des évêques ; la différence est que les simples prélats non-évêques ne portent pas la calotte).

Le pape vient de lui conférer le titre de « *chapelain de Sa Sainteté* », ce qui induit

qu'on l'appelle désormais Mgr On ne peut que se réjouir pour ce jeune prêtre si sympathique, touchant dans son évidente affection et dévotion du et au Saint-Père. Edgar est le fils spirituel de Mgr Prevost/cardinal Prevost/Léon XIV depuis 20 ans, depuis son entrée à 17 ans au séminaire de Chiclayo au nord du Pérou, dont Robert Prevost a été, comme chacun le sait maintenant, évêque pendant 9 ans. Une fois ordonné prêtre, il a été le secrétaire de Mgr Prevost à l'évêché de Chiclayo. Période de collaboration brusquement interrompue quand, en 2023, François a demandé à Mgr Prevost de venir à Rome être préfet du dicastère pour les évêques. Le cardinal Prevost a alors proposé à Don Edgar de le rejoindre à Rome et continuer la collaboration. Ce qu'Edgar a accepté, l'affection filiale étant plus forte que la nostalgie de l'exil. Et puis les choses se sont enchaînées très vite sur deux années, la fin du conclave le 8 mai, et dès le lendemain de son élection, Léon XIV nommait Edgar « *1er secrétaire particulier* ». Le cas est le même que pour Stanislas Dziwisz avec JP II, et Georg Gänswein avec BXVI, ils avaient collaboré depuis des années avec le cardinal Woytila et le cardinal Ratzinger, avant que leur patron, ami et père spirituel soit élu pape.

Félicitations au Mgr Edgar tout neuf, soignez-nous bien notre cher Léon XIV !

Marie-Gabrielle Leblanc

**Exposition des peintures
du PÈRE RÉGINALD
Galerie Durev
75007 Paris
du 2 au 6 décembre
pereginald.wordpress.com**

pour environ 22 milliards de livres sur les cinq prochaines années, qui s'ajouteront aux 40 milliards annoncés l'an dernier.

■ **Pologne :** Le gouvernement a retenu, le 26 novembre, l'A26 Blekinge (du programme Orka du suédois Saab) pour s'équiper de trois sous-marins militaires neufs (et d'un d'occasion livré dès 2027) afin de remplacer son unique sous-marin d'origine soviétique.

■ **Religion :** Le pape Léon XIV a été reçu en Turquie le 28 novembre pour une visite de 4 jours sur le thème du 1700^e anniversaire du concile de Nicée, avant un voyage au Liban.

■ **Ukraine :** L'Ukraine a revendiqué l'attaque de deux pétroliers « fantômes » russes (vides) qui ont subi des explosions en mer Noire le 28 novembre. Un terminal pétrolier près du port de Novorossiïsk sur la mer Noire a subi une attaque de drones navals ukrainiens. Le chef de l'administration présidentielle, bras droit de Volodymyr Zelensky, et principal négociateur avec les Européens et les Américains, Andriy Yermak, a vu son appartement perquisitionné dans le cadre d'une vaste enquête sur la corruption dans le secteur de l'énergie. Il a démissionné le 28 novembre, plongeant le pays dans une crise politique importante au moment où les Russes pensent avoir obtenu un maximum de concessions de la part des Américains.

■ **Asie du Sud-Est :** Le bilan des inondations dues à la mousson en Indonésie, Malaisie, Thaïlande et Sri Lanka, les derniers jours de novembre, dépasse largement les 1 000 morts dont près de la moitié sur l'île de Sumatra.

■ **Venezuela :** Sur son réseau social le président Trump a indiqué le 29 novembre qu'il fallait considérer l'espace aérien vénézuélien comme « *complètement fermé* ».

Librairie Gay-Lussac
Fenêtre sur l'Asie
49, rue Gay-Lussac
75005 Paris
ouvert du lundi au samedi
de 13 h à 20 h
Patrick : 06 70 13 67 92

Exposition-Vente
ARTS PREMIERS
L'AFRIQUE NOIRE

du samedi 6 décembre
au samedi 10 janvier
Christian : 06 33 00 42 52

Pièces originales
XIX^e, début XX^e siècle



<https://www.librairiegaylussac.fr>

Librairie éphémère
Shakespeare
109 Bd Haussmann
75008 Paris
ouvert du lundi au samedi
de 11 h à 19 h
Alexis : 06 09 28 13 25

Exposition-Vente
L'AFFICHE FRANÇAISE
Lithographies originales
Vintage Posters

du lundi 1^{er} décembre
au dimanche 14 décembre
(ouverture exceptionnelle ce dimanche de 11 h à 19 h).

